

LA VIE DE LA PLATEFORME

LA CONFERENCE ANNUELLE DES PARTENAIRES

La conférence annuelle des partenaires a eu lieu le 12 décembre 2014. Elle a permis de présenter un bilan d'activité satisfaisant et certains travaux d'observation réalisés dans l'année par ses membres : « Logement des jeunes dans les Pays de la Loire » (Conseil régional), « Décrochage scolaire, facteurs de risque de territoires vulnérables » (Insee), « Emplois liés à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées » (Insee), « Indicateurs locaux de suivi du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale » (groupe de travail, voir article ci-dessous rubrique cohésion sociale).

Le thème « L'observation en protection de l'enfance : un défi ? » a... relevé le défi ! Des communications et échanges riches ont permis de montrer que des données existent mais dispersées, sur des périmètres variés, et dont la communication est sensible. Les observatoires départementaux de la protection de l'enfance se mettent en place et commencent à relever en partie ce défi.

[Consulter tous les documents](#)

La conférence annuelle 2015 aura lieu en novembre ou décembre.

PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET POUR L'INCLUSION SOCIALE

Des actions ont été conduites sur les cinq mesures appelant une attention particulière : place des usagers dans les politiques publiques, hébergement d'urgence, coordination des acteurs, limitation du non recours aux droits. D'autres actions ont concerné les thématiques particulièrement suivies au niveau régional : renforcement de l'observation sociale (concerne la plateforme au premier chef), prise en compte des publics sous main de justice, insertion par l'emploi, accès au logement, suivi des ruptures de parcours.

Le 20 novembre 2014, une journée a été consacrée aux partages d'initiatives territoriales : « Garantie jeune », « Carnet social pour les conseillers de pôle emploi » et « Groupes ressources » en Loire Atlantique ; « Approche décrochée des publics fragiles » en Maine et Loire ; « Coordination pour le parcours résidentiel des jeunes » et « Document cadre d'action sociale » en Sarthe ; « Job à la journée » et « Dossier unique de demande d'aide » en Vendée.

A l'échelon national, évaluation de la 2^e année de mise en œuvre du Plan (voir article ci-dessous, rubrique Cohésion sociale)

COMITE TECHNIQUE

Le Comité technique réuni le 25 février 2015 a défini les grandes orientations de travail de 2015, faisant suite aux échanges de la Conférence annuelle des partenaires. Il a notamment décidé la création de deux nouveaux groupes de travail pour lesquels de nouveaux partenaires seront sollicités (voir ci-après). Les prochaines réunions du comité technique sont fixées au mardi 16 juin après midi et mardi 29 septembre après midi.

GROUPE DE TRAVAIL ACCES AUX DONNEES

Les modalités d'échanges de données au niveau EPCI sont en test, ainsi que les conventions quand il y en a. Une prochaine réunion aura lieu en juin (une journée vraisemblablement) pour une formation à l'utilisation des données partagées et un premier bilan de ces échanges. Une réflexion sera conduite pour déterminer si le groupe s'arrête ensuite en 2015, dans la mesure où il devrait avoir rempli sa mission.

GROUPE DE TRAVAIL LOGEMENT - HEBERGEMENT

La prochaine réunion du groupe de travail Logement Hébergement aura lieu en mars. A l'ordre du jour notamment, les premiers résultats régionaux de l'enquête ES 2012 sur les adultes en difficultés sociales et une réflexion sur les indicateurs des PDHALPD.

GROUPE DE TRAVAIL OBSERVATION LOCALE

Ce nouveau groupe est créé, au service des démarches d'observation locale et de diagnostics territoriaux, portées par beaucoup d'acteurs, notamment les collectivités locales. Celles-ci seront invitées à en faire partie, tout comme l'ARS, la DREAL... Au programme : échanges sur les pratiques, les systèmes d'observation, les utilisations concrètes... Ce groupe préparera le thème de la conférence des partenaires de fin 2015.

Sa première réunion aura lieu le vendredi 10 avril matin à la Man.

GROUPE DE TRAVAIL VIE ASSOCIATIVE

Ce nouveau groupe est créé, au service de l'observation de la vie associative, de son utilité sociale, de sa place dans les différents territoires. Seront invités à en faire partie : la CRESS, le Mouvement associatif, des organismes spécialisés dans l'observation de la vie associative (Recherche & solidarité).

Sa première réunion aura lieu le mardi 19 mai après midi à la Man.

VEILLE DOCUMENTAIRE

Cohésion sociale

Dépenses d'aide sociale départementale en 2013 : une hausse soutenue par le RSA

DREES, Etudes et résultats, n°905, février 2015, 6 pages

En 2013, les dépenses nettes d'aide sociale des conseils généraux s'élèvent à 33,9 milliards d'euros, dont 32,1 milliards en France métropolitaine, soit une hausse de 2 % en euros constants par rapport à 2012 et de près de 10 % depuis 2009. Les dépenses nettes liées au revenu de solidarité active (RSA) socle et au RSA socle majoré, aux contrats uniques d'insertion et aux anciens dispositifs du revenu minimum d'insertion, en augmentation de 7 % et représentent 30 % des dépenses consacrées aux quatre principales catégories d'aide sociale. L'aide sociale à l'enfance et l'aide sociale aux personnes âgées en constituent chacune 24 %, en progression de 1 % en euros constants en un an. Enfin, les 22 % restants concernent les dépenses nettes d'aide sociale destinées aux personnes handicapées en hausse de 3% par rapport à 2012.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er905.pdf>

3,8 millions de prestations d'aide sociale attribuées par les départements en 2013

DREES, Etudes et résultats, n°900, décembre 2014, 6 pages

Fin 2013, les départements ont attribué 3,8 millions de prestations d'aide sociale au titre de l'aide aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance ou au titre de l'insertion. Ce nombre a augmenté de 4 % en un an, notamment du fait de l'accroissement (8 % en 2013) des effectifs d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA), le nombre des aides aux personnes âgées et handicapées connaissant une hausse semblable à celle de 2012 (respectivement +2 % et +3 %).

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er900.pdf>

Les associations face à la conjoncture

Recherches et Solidarités, note de conjoncture, 8^{ème} édition, janvier 2015, 21 pages

Démarche d'observation semestrielle sur la démographie associative, l'emploi dans les associations et le moral des responsables associatifs. Diagnostic général à partir de l'état des finances sur les derniers mois de 2014 et sur la ressource humaine bénévole, perspectives pour le début 2015 avec les projets à venir ainsi que les principaux sujets d'inquiétude.

<http://recherches-solidarites.org/media/uploads/conjoncture-janvier-2015-r-s.pdf>

Rapport national Evaluation de la 2^{ème} année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

François Chèreque, Christine Abrossimov, Mustapha Khennouf, Inspection générale des affaires sociales (IGAS), janvier 2015, 615 pages

Le rapport remis au Premier ministre le 26 janvier 2015 constate une relative stagnation du taux global de pauvreté en France mais s'inquiète du taux de pauvreté des enfants qui, lui, est en augmentation. 440 000 enfants pauvres supplémentaires sont comptabilisés entre 2008 et 2012. Pour faire face à ce phénomène, l'Igas recommande l'adoption de mesures nouvelles en faveur des familles pauvres et notamment monoparentales.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2015/01/rapport_2014-049r_tome_i.pdf

L'engagement bénévole associatif en perspective !

Publication dans le cadre de la Grande Cause Nationale 2014 et de la journée mondiale du bénévolat du 5 décembre, travail collectif des associations adhérentes de France Bénévolat, décembre 2014, 38 pages

Cette étude montre l'implication croissante des jeunes dans le bénévolat. Le bénévolat tend vers un franc rajeunissement. "Ce sont les jeunes, qui tirent la progression globale [avec + 32 % de bénévoles âgés de 15 à 35 ans observé entre 2010 et 2013 - soit 3 300 000 en 2013], ce qui confirme l'analyse positive récurrente sur le fait que les jeunes sont généreux et solidaires, sous réserve que les associations sachent leur ouvrir leurs portes et les convaincre qu'un bénévolat structuré par des projets associatifs de qualité est plus efficace que la seule générosité spontanée."

<http://www.francebenevolat.org/uploads/documents/fb102a7ec32fc569465ed0066a1c802a5e0bdb54.pdf>

L'engagement associatif des actifs

Rapport du groupe de travail piloté par le ministère chargé de la vie associative et l'association Le Rameau, novembre 2014, 78 pages

Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, a reçu le 6 novembre dernier le rapport présentant 15 préconisations pour encourager le bénévolat associatif des actifs.

http://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_actifsBDF.pdf

693 000 résidents en établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2011

DREES, Etudes et Résultats, n°899, décembre 2014, 6 pages

Fin 2011, 693 000 personnes vivent dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées, soit 5,5 % de plus qu'à la fin 2007. Parmi elles, 265 500 l'ont intégré dans l'année. Une personne sur trois rejoignant un établissement en 2011 le quitte la même année. Les femmes représentent toujours les trois quarts des effectifs. L'âge moyen des résidents progresse de dix mois par rapport à 2007 et atteint 85 ans. Celui des hommes augmente plus que celui des femmes. L'entrée en institution en 2011 est de plus en plus tardive, en moyenne à 84 ans et 5 mois. Les résidents sont plus dépendants en 2011 qu'en 2007, surtout les plus jeunes. La part des dépendants parmi les résidents de moins de 70 ans augmente de sept points durant cette période. Fin 2011, 22 % des résidents, soit 152 600 personnes, souffrent de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er899.pdf>

Le service public : guide de l'accueil des personnes en situation de handicap

Secrétariat général du Comité interministériel du handicap (CIH), décembre 2014, 44 pages

Guide à destination des professionnels du service public en contact avec les usagers : comment se rendre compte qu'une personne est en situation de handicap, la diversité des situations de handicap, le parcours des usagers du service public accessible aux personnes en situation de handicap, recommandations.

<http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Guide-pour-mise-en-ligne.pdf>

Les Pays de la Loire : une région très sportive, malgré quelques disparités territoriales

Etude Insee-DRJSCS, Insee Analyses Pays de la Loire n°5, novembre 2014, 4 pages

Avec près de 150 licences pour 1 000 habitants, les Pays de la Loire arrivent en tête des régions françaises pour la pratique sportive. Chacun des cinq départements de la région se classe avantageusement, la Mayenne est même championne de France. La diversité des activités proposées (sports de proximité, intermédiaires et spécialisés), la couverture territoriale en clubs et en équipements expliquent ce résultat. Bien qu'elle soit primordiale, la possibilité pour chacun de bénéficier à proximité de son domicile d'un bouquet sportif ne suffit pas toujours à garantir la pratique de tous. Ainsi, dans les territoires les plus marqués par une précarité sociale, les jeunes Ligériens ne pratiquent pas autant de sports qu'ailleurs.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/ina_05/ina_05.pdf

Rapport national Combattre toutes les violences faites aux femmes, des plus visibles aux plus insidieuses

Etude du conseil économique, social et environnemental, Pascale Vion, rapporteure au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité, novembre 2014, 114 pages

L'étude fait l'état des connaissances et des réponses institutionnelles apportées au cours de la dernière décennie, elle dresse un panorama le plus exhaustif possible de toutes les formes d'agressions infligées aux femmes (telles les violences au sein du couple ou la prostitution), et développe également les manifestations moins connues, pour s'attacher enfin aux racines des violences qui se nourrissent des représentations ancrées dans la société et les mentalités.

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Etudes/2014/2014_25_combattre_violence_femmes.pdf

Les immigrés récemment arrivés en France : une immigration de plus en plus européenne

Insee Première, n°1524, novembre 2014

De 2004 à 2012, 200 000 immigrés sont entrés chaque année, en moyenne, sur le territoire français. Compte tenu des décès et des départs, la population immigrée a crû en moyenne de 90 000 personnes par an. Début 2013, elle représente 8,8 % de la population française. De 2004 à 2009, les entrées en France sont restées stables, puis ont augmenté, de 2009 à 2012, en raison essentiellement de l'afflux d'Européens.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1524/ip1524.pdf>

Rapport national Simplification et développement de la vie associative : les 80 propositions du Mouvement associatif

Action publique, novembre 2014, 20 pages

Dans le cadre de la mission simplification de la vie associative confiée au député Yves Blein par le Premier Ministre, Le Mouvement associatif a formé 80 propositions, fruit d'un travail collectif mené avec ses membres.

<http://lemouvementassociatif.org/wp-content/uploads/2014/11/Propositions-Simplification-developpement-V3.pdf>

L'économie sociale, des principes communs et beaucoup de diversité : 10% de l'emploi salarié et 5% de valeur ajoutée

Insee Première n°1522, novembre 2014, 4 pages

En 2012, les quatre familles de l'économie sociale - coopératives, mutuelles, associations et fondations - emploient 2,3 millions de salariés et versent 60 milliards d'euros de rémunération. Elles génèrent 90 milliards d'euros de valeur ajoutée, provenant en majorité d'activités marchandes.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1522/ip1522.pdf>

Rapport national **Rapport au nom de la commission d'enquête chargée d'étudier les difficultés du monde associatif dans la période de crise actuelle**, de proposer des réponses concrètes et d'avenir pour que les associations puissent assurer leurs missions, maintenir et développer les emplois liés à leurs activités, rayonner dans la vie locale et citoyenne et conforter le tissu social
Rapport n° 2383 à l'Assemblée nationale, le 20 novembre 2014, 204 pages

Etat des lieux du monde associatif entre dynamisme et diversité, une connaissance à affiner, des perspectives financières préoccupantes, les ressources humaines des associations en péril. La place des associations au cœur de la cité doit être confortée. Le chapitre « conclusif » porte sur la nécessité de faire vivre la charte d'engagements réciproques.

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-enq/r2383-tl.pdf>

La charte nationale d'engagements réciproques entre l'Etat, le mouvement associatif et les collectivités territoriales. Principes, engagements, axes d'évaluation. 2014/02. 12 pages

Protocole régional d'engagements réciproques entre l'Etat et le Mouvement Associatif des Pays de la Loire signé le 30 janvier 2015

Rapport du groupe de travail DREES/INSEE/DRJSCS sur les indicateurs locaux de suivi du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale (PPLPIS).

DREES, Document de travail, série « sources et méthodes » n°50, octobre 2014, 98 pages

Le rapport présente les conclusions transversales aux différents paquets du plan (zonage géographique, enquêtes nationales, recensement de la population, fichiers, nouveaux systèmes d'information...). Il présente des préconisations et précise les raisons pour lesquelles certains indicateurs n'ont pas été retenus. Il ouvre des pistes d'organisation, notamment pour la mutualisation de la production et la diffusion des données. Des annexes, détaillant l'ensemble des indicateurs retenus, figurent en fin de rapport.

http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/serie_source_method50.pdf

En décembre 2014, 11 premiers indicateurs départementaux (parfois régionaux) ont été mis à disposition des DRJSCS et des DR de l'Insee.

Etude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires

La Lettre de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, n°4, octobre 2014, 6 pages

En charge de contribuer au développement de la connaissance des phénomènes mal couverts par les études et les statistiques existantes, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) est concerné par la question de l'invisibilité sociale. Il a confié à Fors-Recherche Sociale une recherche exploratoire, dont rend compte de manière synthétique la présente lettre.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_04_2014.pdf

Premier rapport de l'ONPE

Observatoire national de la précarité énergétique, septembre 2014, 180 pages

Un Français sur cinq peine à régler ses factures de gaz ou d'électricité. Le premier rapport de l'Observatoire national de la précarité énergétique chiffre à 11,5 millions le nombre de personnes concernées en France. Définitions, indicateurs, premiers résultats et recommandations.

http://onpe.org/sites/default/files/pdf/documents/rapports_onpe/rapport_detaille_onpe.pdf

Emploi, Formation

La Formation aux professions sociales en 2013

DREES, Document de travail série statistiques n°193, janvier 2015, 116 pages

Cette enquête statistique réalisée par la DREES (Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques) en collaboration avec les DRJSCS, a pour but de dénombrer et d'identifier les centres de formation aux professions de la santé et du social et de mettre à jour le répertoire Finess. Elle permet également de compter les étudiants ou élèves en formation et d'étudier certaines de leurs caractéristiques (sexe, âge, niveau de formation générale, mode de prise en charge financière...), ainsi que d'établir la statistique des diplômés délivrés chaque année.
<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dt-statistiques-193.pdf>

Fléchissement de l'emploi malgré le rebond de l'activité au troisième trimestre de 2014

Insee Conjoncture Pays de la Loire, n°3, janvier 2015, 4 pages

Alors que l'économie nationale se montre un peu plus dynamique au troisième trimestre 2014, la situation sur le marché du travail se dégrade dans la région comme au niveau national après l'éclaircie du deuxième trimestre. L'emploi, en recul dans tous les départements, baisse de 0,5 % dans la région. Il se dégrade en particulier dans la construction même si les mises en chantier de logements connaissent une petite embellie ce trimestre. Le taux de chômage repart à la hausse et atteint 8,8 % des actifs, après une stabilité au trimestre précédent. En lien avec le rebond de l'activité, la création d'entreprises augmente, le nombre de défaillances continue de diminuer et le tourisme progresse légèrement.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-conjoncture/inc_3/inc_3.pdf

Face aux factures d'énergie, 340 000 foyers vulnérables

Insee Analyses Pays de la Loire, n°9, janvier 2015, 4 pages

Dans les Pays de la Loire, 13,2 % des ménages consacrent sur l'année plus d'un mois de revenu à payer leur chauffage. Cette vulnérabilité énergétique « résidentielle » touche davantage les plus pauvres et les personnes seules. Au-delà des niveaux de revenus des ménages, le chauffage au fioul et une date de construction antérieure à 1975 augmentent le montant de la facture énergétique. Les ménages les plus exposés à la précarité « résidentielle » habitent en dehors des agglomérations et dans le nord ou le sud-est de la région. Outre le chauffage, le budget énergie des ménages comporte les dépenses en carburant pour la voiture. Les ménages de la région sont 12,4 % à y consacrer plus de 4,5 % de leur revenu. La vulnérabilité « carburant » augmente avec l'éloignement des centres urbains.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/ina_09/ina_09.pdf

Permettre à chacun de bien s'orienter : le service public régional d'orientation, un service pour tous

Association des régions de France (ARF), Dossier de presse, vendredi 28 novembre 2014, 4 pages

Présentation synthétique du service public régional d'orientation (SPRO) généralisé à partir du 1^{er} janvier 2015 : définitions, exemples, partenariat et expérimentations
http://cache.media.education.gouv.fr/file/11_Novembre/75/0/DP-Permettre-a-chacun-de-bien-s-orienter_371750.pdf

Les emplois d'avenir : des contrats longs en faveur des jeunes en difficulté

Dares Analyses, n°81, octobre 2014, 9 pages

Entre novembre 2012 et décembre 2013, 91 000 emplois d'avenir ont été prescrits, quasi exclusivement par les missions locales. Sur la même période, ces prescriptions ont donné lieu à 88 000 embauches de jeunes en emploi d'avenir dont les trois-quarts dans le secteur non marchand. Fin 2013, 78 000 jeunes bénéficiaient d'un emploi d'avenir.
<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-081.pdf>

Enfance, Jeunesse, Famille

Onze mesures pour une grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République

Ministère en charge de l'éducation nationale, jeudi 22 janvier 2015

Najat Vallaud-Belkacem a présenté onze mesures issues de la grande mobilisation de l'École pour les valeurs de la République, jeudi 22 janvier 2015. Transmission des valeurs républicaines, laïcité, citoyenneté et culture de

l'engagement, lutte contre les inégalités et mixité sociale, mobilisation de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont au centre de ces mesures. La grande mobilisation pour les valeurs de la République est celle de toute l'École, y compris l'enseignement agricole et l'enseignement privé sous contrat.
<http://www.education.gouv.fr/cid85644/onze-mesures-pour-une-grande-mobilisation-de-l-ecole-pour-les-valeurs-de-la-republique.html>

Circulaire n° DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre de schémas départementaux des services aux familles

Cette instruction a pour objet d'inciter à l'élaboration de schémas départementaux des services aux familles, sous l'autorité des Préfets de département, qui permettent à l'ensemble des acteurs de la politique familiale de réaliser un diagnostic partagé et un plan d'action concertée pour développer les solutions d'accueil du jeune enfant et les services de soutien à la parentalité sur leur territoire.
http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/01/cir_39152.pdf

97 000 jeunes en grande précarité bénéficient du fonds d'aide aux jeunes en 2013 DREES, Etudes et résultats, n°903, janvier 2015, 6 pages

Aide départementale de dernier recours destinée à l'insertion sociale et professionnelle, le fonds d'aide aux jeunes (FAJ) bénéficie à 97 000 jeunes de 18 à 25 ans en grande difficulté sociale, en 2013. Le montant moyen des aides s'élève à 189 euros. Le fonds octroie essentiellement des aides financières individuelles versées le plus souvent à titre subsidiaire lorsque les autres dispositifs existants ne peuvent être mobilisés. La moitié d'entre elles répondent à des besoins de subsistance, le FAJ étant aussi fréquemment sollicité pour des aides au transport ou à la formation. Une aide sur cinq est, par ailleurs, allouée en urgence.
<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er903.pdf>

Ressources et conditions de vie des jeunes adultes en France – Actes du séminaire du 29 janvier 2014 DREES, Dossiers Solidarité et Santé n°59, janvier 2015, 46 pages

Les actes du séminaire présentent les avancées en cours pour mieux connaître ces situations de transition pour les jeunes adultes. La première étude sur les ressources et le niveau de vie des jeunes adultes ne vivant pas chez leurs parents a été réalisée à partir des enquêtes en population générale disponibles. La deuxième présentation porte sur les apports attendus de la nouvelle enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ) menée en 2014 auprès de jeunes de 18 à 24 ans et de leurs aidants. Enfin, les premiers résultats de l'enquête qualitative de la DREES réalisée par le Credoc viennent étayer les pistes de recherche dans le domaine des processus d'autonomisation des jeunes. Ces travaux sur la connaissance des ressources et de leurs usages sont enfin mis en perspective, sous l'angle des politiques publiques à destination des jeunes, en particulier des politiques de l'emploi.
<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss59.pdf>

Près de 10 % des élèves arrivent en 6^{ème} avec au moins un an de retard Insee Flash Pays de la Loire, n°21, janvier 2015, 2 pages

Parmi les 46 000 élèves des Pays de la Loire entrés pour la première fois en classe de 6e à la rentrée 2014, 9,7 % ont un retard scolaire d'au moins un an. Ce taux, légèrement inférieur à celui de France métropolitaine (10,1 %), place l'académie de Nantes au 11e rang des 26 académies métropolitaines. Si ce taux est en nette diminution depuis 10 ans, la probabilité de retard scolaire pour un élève varie toujours fortement selon ses caractéristiques sociodémographiques (nationalité, sexe) et celles de sa famille (profession des parents). Elle varie également en fonction de la situation géographique.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/inf_21/inf_21.pdf

Les chiffres clés 2013 de la protection de l'enfance

L'observatoire du département de Loire-Atlantique, Repères n°20, novembre 2014, 4 pages

En 2013, 5 005 jeunes font l'objet d'une prestation d'aide sociale à l'enfance. Parmi eux, les enfants de 9 à 17 ans prédominent (65 % des jeunes suivis). Par ailleurs, le repérage des enfants en danger ou en risque de moins de 8 ans s'est accru entre 2012 et 2013.
http://www.loire-atlantique.fr/upload/docs/application/pdf/2014-12/reperes_20_protection_enfance_2013.pdf

Tous mobilisés pour vaincre le décrochage scolaire : plan de lutte contre le décrochage scolaire

Présentation des mesures du plan de lutte contre le décrochage scolaire, par le premier ministre Manuel Valls et la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Najat Vallaud-Belkacem, vendredi 21 novembre

L'essentiel des mesures, enjeux et diagnostic, calendrier. Trois axes : la mobilisation de tous les acteurs de la jeunesse, pouvoirs publics, parents, etc., la prévention et la qualification des élèves.

<http://www.education.gouv.fr/cid84031/tous-mobilises-pour-vaincre-decrochage-scolaire.html>

Le décrochage dans les Pays de la Loire : facteurs de risque et territoires vulnérables

Insee Analyses Pays de la Loire, n°4, novembre 2014, 4 pages

Avec 27 000 jeunes décrocheurs du système éducatif en 2011, soit 9 % des jeunes de 18 à 24 ans, les Pays de la Loire sont en deçà de la cible européenne fixée à 10 % à l'horizon 2020. Toutefois, le nombre interpelle, d'autant plus que l'insertion professionnelle des jeunes non diplômés devient de plus en plus difficile. À caractéristiques égales, le sexe du jeune, le niveau de diplôme et l'activité de ses parents sont les facteurs les plus déterminants du décrochage. La prévention doit porter sur les territoires de formation des jeunes qui peuvent être différents de leur territoire de vie après l'abandon de leurs études. L'observation des profils des familles d'enfants de 6 à 16 ans permet ainsi de mieux appréhender les enjeux territoriaux du décrochage à l'horizon de dix ans.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/Ina_04/Ina_04.pdf

[Complément à l'étude](#) : 6 profils de territoires

L'école de la 2^{ème} chance, la « grande école » des décrocheurs motivés

Dares Analyses, n°68, septembre 2014, 13 pages

En France, une quarantaine d'écoles de la 2e chance (E2C), réparties sur une centaine de sites, proposent un accompagnement global pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sortis sans diplôme du système scolaire, les « décrocheurs ». 14 000 jeunes ont été accueillis en 2013. Afin de mieux connaître le fonctionnement et les pratiques de ces écoles de la 2e chance, la Dares a fait réaliser en 2012 une étude qualitative.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-068.pdf>

Agir contre la maltraitance, guide juridique à l'usage des professionnels de l'enfance

Enfance et Partage, soutien fondation EDF, septembre 2014, 44 pages

Ouvrage qui s'adresse à l'ensemble des acteurs autour de l'enfant. Il est destiné tout d'abord à les aider à déterminer à quel moment ils doivent agir, avec des informations sur les différentes formes de maltraitance mais aussi sur le secret professionnel et ses limites lorsqu'un enfant est en danger. Il détaille ensuite pas à pas à qui signaler et comment en fonction des cas.

http://www.enfance-et-partage.org/IMG/pdf/Guide_juridique_Agir_contre_la_maltraitance_leger.pdf

Logement, Hébergement

Les sans-domicile en 2012 : une grande diversité de situations

Insee, Dossier, 2014, 18 pages

En 2012, dans les agglomérations d'au moins 20 000 habitants de France métropolitaine, 81 000 adultes, accompagnés de 31 000 enfants, sont « sans-domicile ». 45 000 adultes sont nés à l'étranger : parmi eux, un tiers, le plus souvent originaires de pays d'Europe centrale ou orientale, ne parlent pas le français. Les sans-domicile présentent des profils assez différents selon qu'ils sont nés en France ou non.

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/FPORSOC14i_D1_sansdomicile.pdf

Une nouvelle réponse à la prise en charge des personnes sans-abri souffrant de troubles psychiques

Programme expérimental « Un Chez-Soi d'abord », Lille – Marseille - Paris -Toulouse, octobre 2014, 4 pages

Le programme « Un chez-soi d'abord » vise à expérimenter une prise en charge nouvelle pour les personnes sans-abri atteintes de problèmes mentaux sévères, en leur proposant un accès direct à un logement ordinaire et durable, moyennant un accompagnement intensif, à la fois social et sanitaire. Au total, 800 personnes sont concernées par l'expérimentation sur 4 sites (Paris, Marseille, Toulouse, Grand Lille) pendant 3 ans, accompagnées par 40 professionnels et suivies par un consortium d'équipes de recherche.

[Plaque public](#)

Rapport national 20^{ème} rapport annuel sur l'état du mal-logement en France de la Fondation Abbé Pierre

Fondation Abbé Pierre, 26 janvier 2015, 320 pages et synthèse

3,5 millions de personnes mal logées en France, le phénomène perdure. La Fondation Abbé Pierre publie cette année son 20^e rapport sur « L'État du mal-logement en France ». Vingt ans après, la crise du logement frappe toujours aussi violemment les familles et laisse à la rue toujours plus de personnes... "La Fondation Abbé Pierre s'interroge et interpelle à nouveau les pouvoirs publics de tous niveaux dans les responsabilités qui sont les leurs."

<http://www.fondation-abbe-pierre.fr/20e-rem>

Statistiques

Populations légales 2012

Insee, mise à jour 5 février 2015

Les populations légales millésimées 2012 sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Leur date de référence statistique est le 1^{er} janvier 2012. Ces populations sont disponibles pour les différentes circonscriptions administratives existant au 1^{er} janvier 2014 dans leurs limites territoriales à cette date, ainsi que pour les cantons définis par le nouveau découpage cantonal qui entre en vigueur en 2015.

<http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/populations-legales/default.asp>

Population légale 2012 en Pays de la Loire : le dynamisme démographique se poursuit

Insee Flash Pays de la Loire, n°14 à 19, décembre 2014, 2 pages

Avec 3 632 000 habitants au 1^{er} janvier 2012, la région des Pays de la Loire est la cinquième région la plus peuplée de France et la première du littoral atlantique. Entre 2007 et 2012, la population de la région augmente d'environ 30 000 personnes chaque année, soit un rythme de croissance annuel de 0,85 %, supérieur aux moyennes nationale et du littoral atlantique.

[Région](#)

[Loire-Atlantique](#) : le dynamisme démographique se poursuit

[Maine-et-Loire](#) : une croissance démographique relativement dynamique

[Mayenne](#) : une croissance démographique modérée

[Sarthe](#) : une croissance démographique modérée

[Vendée](#) : l'attractivité du département se poursuit

L'aire urbaine de Nantes : le cœur d'un réseau « Ouest » connecté à Paris

Insee Analyses Pays de la Loire, n°8, décembre 2014, 4 pages

Si Nantes est parmi les aires urbaines les plus dynamiques (emploi et population), ses flux économiques avec les autres métropoles sont plus modérés que ceux de Lyon, Lille, Marseille ou Toulouse. La proximité de Paris et sa situation géographique excentrée expliquent en partie ce résultat. Nantes est la clef de voûte d'un système de l'Ouest de la France à fort potentiel de développement. Les synergies et dynamiques locales, la qualité de vie et l'attractivité foncière des locaux et des logements sont autant de forces qui pourraient contribuer à l'émergence d'un rayonnement plus fort, tout en renforçant ses liens avec Paris. Au-delà de Nantes, le Pôle métropolitain Loire-Bretagne présente des atouts pour la connexion de ce réseau de l'Ouest aux principaux corridors d'échanges français, européens et internationaux.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/ina_08/ina_08.pdf

L'aire urbaine de Nantes : un profil métropolitain singulier

Insee analyses Pays de la Loire, n°7, décembre 2014, 4 pages

L'aire urbaine de Nantes est la 7^e aire urbaine française en termes d'emploi et la 8^e pour la population. Comme les autres grandes métropoles, elle se caractérise par une accumulation de ressources, notamment une main-d'oeuvre à forte valeur ajoutée intellectuelle, technique et décisionnelle, favorisant l'innovation. La métropole nantaise s'inscrit dans un cercle vertueux de croissance au même titre que Toulouse ou Lyon : elle possède la 2^e croissance de l'emploi, la plus forte hausse d'emploi des fonctions métropolitaines et la 3^e croissance de population entre 2006 et 2011. Son appareil productif est diversifié, s'appuyant sur plusieurs points forts historiques et plus récents. Il est cependant plus faiblement créateur de richesse par emploi que celui d'autres métropoles, en raison du poids de ses fonctions de production, d'un moindre pouvoir décisionnel et d'une plus faible ouverture à l'international. En connexion avec Paris, Nantes peut aussi s'appuyer sur les potentiels de son réseau local et sur son attractivité pour maintenir une forte dynamique.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/ina_07/ina_07.pdf

Taux de chômage localisés trimestriels : comparaisons départementales

Insee, 3^{ème} trimestre 2014, 2^{ème} trimestre 2014, 3^{ème} trimestre 2013

http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=99&ref_id=t_0707D

Open data, utilisation des données de l'Insee

L'Insee diffuse gratuitement et massivement ses statistiques en les accompagnant des informations nécessaires à leur interprétation : tableaux synthétiques, bases de données très détaillées, analyses chiffrées, publications

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=open-data/open-data-utilisation.htm>

MEMBRES DE LA PLATEFORME

COMITE TECHNIQUE

[ARS Pays de la Loire](#)
[Conseil général de Loire-Atlantique](#)
[Conseil général de Maine-et-Loire](#)
[Conseil général de la Sarthe](#)
[Conseil général de Vendée](#)
[Conseil régional des Pays de la Loire](#)
[Direction régionale de l'INSEE](#)
Directions départementales de la cohésion sociale
[44](#) ; [49](#) ; [72](#) ; [85](#)
et de la protection des populations : [53](#)
[DRJSCS Pays de la Loire](#)

AUTRES MEMBRES

[Caisses d'allocation familiales](#)
[CARSAT Pays de la Loire](#)
[CREAI Pays de la Loire](#)
[DIRECCTE Pays de la Loire](#)
[DTPJJ Loire Atlantique-Vendée](#)
[DREAL Pays de la Loire](#)
[les MDPH](#)
[MSA](#)
[ORS Pays de la Loire](#)
[Préfecture des Pays de la Loire](#)
[Rectorat de l'académie de Nantes](#)



Editeur :
Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays de la Loire

Nous contacter :
[drjscs44-plateforme\(aobase\)drjscs\(point\)gouv\(point\)fr](mailto:drjscs44-plateforme(aobase)drjscs(point)gouv(point)fr)
www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr

| [S'inscrire](#) | [Se désinscrire](#) |